



Marche Mondiale des Femmes

Contre les Violences et la Pauvreté

Marche Mondiale des Femmes 2005 au Burkina Faso

16 - 17 octobre 2005

Comptes-rendus de la délégation française

AVANT-PROPOS : Une première réunion de bilan a été organisée le 9 novembre en présence de militantes de Femmes Solidaires, MMF, IFE, Voix Rebelles, CLF, Urbanités, Si les Femmes comptaient, Femmes en Noir Marseille, Collectif MMF Sarcelles, Union syndicale Solidaires, Sud PTT, Sud Education, Confédération paysanne, FSU, LCR, PCF, ainsi que des individuelles. 10 de ces participantes revenaient de Ouagadougou. Après avoir échangé sur notre voyage, nous avons décidé de mettre en place un secrétariat provisoire de la Marche France avec Valérie, Sandra, Violette, Paulette, Nelly, Josette et Anne.

Ce secrétariat sera chargé de préparer une réunion nationale de la Marche que nous proposons de faire le samedi 28 janvier ou 4 février. Elle pourrait avoir lieu en province suivant la demande.

Cette réunion nationale sera préparée par un bilan écrit du fonctionnement et des actions de la Marche France depuis sa création en 2000. Elle devra décider du fonctionnement de la Coordination française et de ses futures actions. Toutes les contributions sont acceptées.

I - BOUQUET FINAL A OUAGADOUGOU

CR fait par Nelly Martin avec l'aide de Valérie Verhac, Sandra Rigoni,, Josie Riffaud, Carole Lhuissier, Muriel Nataf, Paulette Bouillot, Claudine Couderc, Marie-Claude Saint Pé, Claudette Castan, Sandrine Guillon, Brigitte, Hélène Cesbron, Irène Corradin, Cathy Bousquet, Nicole Nourrigat, Julie Escalier.

Après avoir parcouru 50 pays à travers le monde, la Marche Mondiale des Femmes 2005 s'est arrêtée définitivement à Ouagadougou le lundi 17 octobre, jour anniversaire de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Un moment inoubliable.

Petite piqûre de rappel

La Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la pauvreté est un réseau mondial d'action féministe rassemblant 5.500 groupes de femmes de 163 pays et territoires qui luttent pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes. En 2000, pour sa première Marche, elle a élaboré une plate-forme politique de 17 revendications afin d'éliminer la pauvreté dans le monde, de réaliser le partage des richesses, d'éradiquer la violence à l'égard des femmes et d'obtenir le respect de leur intégrité physique et morale. Une plate-forme qui a été transmise "physiquement" aux responsables du FMI, de la Banque mondiale et de l'ONU, ainsi qu'aux gouvernants de tous les pays traversés. Aucune réponse concrète, et une aggravation de la situation, notamment dans les pays les plus touchés par la pauvreté.

A Kigali, au Rwanda, en décembre 2004, une nouvelle Marche mondiale a été décidée avec pour appuis une "Charte mondiale des femmes pour l'humanité" et la confection d'une courtepointe pays par pays au cours d'un relais mondial. Ce relais s'est déroulé du 8 mars au 17 octobre 2005. Dans les 50 pays qu'il a traversés, les femmes ont dénoncé les violences dont elles sont victimes et donné leur vision d'un monde meilleur qui pourrait reposer sur les 5 valeurs prônées par la Charte : Solidarité, Liberté, Égalité, Justice et Paix. *Pour tout savoir :* <http://www.marchemondiale.org>

15 octobre, vente de tissu et assemblage de la Courtepointe !

Pour notre premier jour à Ouaga, nous avons notamment fait notre première visite au siège de la Marche du Burkina, une petite maison de trois pièces avec cour. Il y avait du monde et une copine taillait vaillamment du tissu vert à la couleur de la Marche Burkinabé. Quelques copines ont été particulièrement heureuses d'avoir participées à l'assemblage de la courtepointe. Arrivée du Mali après avoir fait le tour des continents, ces tissus ont circulé entre des mains de femmes attachées à faire émerger le monde de la Charte de l'humanité. Ce travail de couture, elles l'ont fait au cours de la journée du samedi avec des enseignantes du CFFA du quartier de Gounglin à Ouagadougou. Comme des femmes de ce monde, elles ont travaillé à petits points méticuleux ou à la grande vitesse des machines selon la nécessité de l'ouvrage pour produire le magnifique résultat attendu et visible les jours suivants.

16 octobre 2005, les Maliennes transmettent le relais aux Burkinabées

Dés 7 heures, nous sommes allées écouter la conférence de presse des représentantes de la Marche Mondiale. Extraits : « *Pour changer le monde, il faut changer la vie des femmes à travers le monde. La Marche Mondiale*

n'est pas une ONG, c'est un réseau de femmes à travers le monde. Notre combat est pour le changement des mentalités, des hommes mais aussi des femmes, elles aussi ont des blocages... Il ne faut pas seulement que les femmes soient soumise, il faut aussi que les hommes soient soumis, et vous verrez que la Paix arrivera ! Sans spiritualité, on sombre dans le désespoir. Il faut croire à un autre monde avec d'autres valeurs, c'est pourquoi nous avons écrit la Charte mondiale de l'humanité ».

Le matin du dimanche 16 octobre, nous nous sommes retrouvées sur une place de Ouagadougou pour assister à la remise par les maliennes du relais aux burkinabées en présence de près d'un millier de femmes de nombreux pays. Précédées de roulements de tambours, nous avons d'abord entendu puis vu un cortège de près de 300 Maliennes, toutes vêtues d'une magnifique robe jaune parsemée des logos de la Marche, venues transmettre le relais aux Burkinabées. Celles-ci, toutes vêtues de vert, se sont avancées vers elles et ont fait la jonction pour recevoir la Charte et la courtepointe mondiale. Un moment très émouvant, l'aboutissement de six mois de travail et d'échanges, le soulagement et la joie d'avoir mené cette entreprise jusqu'au bout. La courtepointe est composée de quelque 60 carrés confectionnés par les femmes durant le relais pour illustrer les valeurs de la Charte, un nombre de carrés qui témoigne de la diversité des membres de la Marche.

Nous nous sommes ensuite rendues dans une grande salle pour refaire, pays par pays, continent par continent, le film du relais de la courtepointe et de la Charte mondiale pour l'humanité.

17 octobre, la manifestation et l'heure de solidarité mondiale

“Vima Ya Kanga !” - la vie est un combat, en langue Mossi - ont crié près de 5000 femmes, à bout de souffle après une marche de trois kilomètres en plein soleil (40 degrés !) dans les rues de la capitale burkinabée. Ce 17 octobre sera donc l'ultime étape de la Marche mondiale des femmes, partie le 8 mars 2005 de Sao Paulo au Brésil. Venues de 31 pays, d'Afrique, d'Asie, d'Europe, des Amériques, et des 45 provinces du Burkina, des femmes indiennes, sud-africaines, françaises brésiliennes, péruviennes, norvégiennes, suisses, habillées en vert, en bleu, en blanc ou en jaune - les couleurs symbolisant leur lutte - ont dansé et chanté au rythme des folklores burkinabés et africains. Elles ont aussi crié des slogans pour réclamer la mise en application des valeurs de la Charte : égalité, liberté, solidarité, justice, paix.

À midi, les marcheuses ont célébré l'heure de Solidarité Mondiale Féministe : une petite fille a remis à la ministre de la promotion de la femme, Gisèle Guigma, un exemplaire de la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité, afin que celle-ci la fasse parvenir au président du Faso, puis à l'Union africaine ; la Place de la Femme pour la Paix a été inaugurée - un nouveau rond-point de 62 m² dans le centre de Ouagadougou - avec un monument de deux statuettes en bronze représentant une femme et un enfant lâchant des colombes ; la courtepointe de la solidarité a été déployée sur le parvis ; des enfants venant des régions rurales du Burkina Faso ont lu les valeurs de la Charte dans les langues locales après avoir procédé à un lâcher de colombes, symbole de la paix. Enfin, un exemplaire papier de la Charte a été remis à des femmes ou groupes de femmes qui mettent en œuvre les valeurs de la Charte. Ainsi, l'écrivaine égyptienne Nawal El Saddawi sera dépositaire de la Charte au nom de la valeur **Égalité** ; le mouvement paysan Via Campesina, qui lutte pour une juste répartition des terres, une véritable réforme agraire et la souveraineté alimentaire est dépositaire de la Charte pour son engagement dans la construction d'un autre monde dans la **Solidarité** ; Pour la valeur **Paix**, la Marche a remis la Charte au réseau des Femmes en noir. Né de femmes juives et palestiniennes s'opposant à l'occupation de la Palestine par Israël et à la militarisation de la région, ce mouvement existe à présent partout dans le monde. Il est composé de femmes qui luttent contre les conflits régnant dans le monde et contre les violences spécifiques dont les femmes sont victimes lors de ces conflits ; la birmane Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, opposante à la dictature dans son pays, reçoit la Charte pour son engagement pour la **Liberté** ; enfin, les grands-mères de la Place de mai en Argentine, qui réclament depuis plus de 30 ans que justice soit faite pour tous leurs proches disparus, sont dépositaires de la Charte au nom de la valeur **Justice**. Nous étions très heureuses que deux compatriotes reçoivent les valeurs Paix et Solidarité pour leurs organisations. Et elles étaient très émues. Au cours de la cérémonie, des femmes ont encore dénoncé la guerre, toutes les formes d'intervention militaire, l'intégrisme, le racisme et toutes les formes de violences dont sont victimes les femmes.

La fête, le soir, mais aussi la réflexion en ateliers l'après-midi

Nous avons aussi pu vérifier l'humour et l'inventivité des femmes africaines, au cours notamment d'une soirée culturelle où se sont succédés chants, danses et pièce de théâtre. Notons que la délégation française est montée sur la scène pour chanter l'Hymne des femmes dont le refrain a été repris en chœur et debout par une assemblée d'environ 500 personnes, très majoritairement femmes et Africaines. Emotion émotion...

Mais nous avons aussi participé à un forum/débats beaucoup plus sérieux, et même parfois dramatique, sur les violences faites aux femmes. 4 thèmes étaient abordés simultanément : l'excision, la prostitution, les mariages forcés et les mangeuses d'âmes. Ces forums/débats animaient déjà la caravane des femmes organisée par la Marche Mondiale des Femmes Burkinabées de villages en villages dans tout le pays du 6 mai au 5 juin 2005. L'occasion de mesurer le chemin à faire...

Les mangeuses d'âmes : Exemple : dans une localité, dans un village, un enfant tombe malade, puis meurt. La question se pose alors : qui est responsable ? Tout le village est alors réuni en présence du chef et du griot, ce dernier étant chargé de désigner la personne coupable. Alors, bizarrement et dans 95 % des cas nous disent les burkinabées, cela tombe sur une femme, ou trop vieille pour travailler ou avoir des enfants, ou coupable de n'importe quelle vilenie, ou par jalousie ou victime d'un règlement ethnique. Mais pour tout le monde, elle sera coupable d'avoir jeté un sort sur l'enfant. Elle est alors bannie de la communauté, dans le meilleur des cas, ou lapidée, au pire. Nous avons pu nous apercevoir que cette croyance était encore prégnante et que des femmes étaient là pour la questionner et trouver d'autres explications aux misères villageoises.

Les mariages forcés : Une centaine de personnes. Le temps a été surtout occupé par 3/4 d'heure de témoignages très chargés émotionnellement. Les associations ont également fait état des démarches qu'elles faisaient auprès des autorités et de la famille : porter plainte, convaincre les parents, ...

Et la délégation française ?

Nous étions 49 femmes de France exactement à Ouagadougou. Femmes de Paris, Saint-Denis, Bobigny, Sarcelles, Creil, de Gironde, Montpellier, Rennes, St Briec, Brest, Nantes, Poitiers, Grenoble, La Rochelle, Marseille, La Ciotat, Toulouse, Bordeaux... Femmes de la Coordination Française de la Marche, du Collectif Marche Mondiale de Sarcelles, du collectif Marche Mondiale Côtes d'Armor, de Femmes Solidaires, des Femmes en Noir de Marseille, des collectifs Droits des femmes Toulouse et Marseille, de la Fédération Ifafe, de la Confédération Paysanne/Via Campesinas, d'Attac, du Gams, de Citoyennes Maintenant Montpellier, de l'association Urbanités, des Voix Rebelles, du Planning Familial, de SUD PTT et SUD Santé, de FO Communication, de la CGT EDF... et des individuelles. Très conscientes de notre rôle de déléguées, nous avons manifesté sous la banderole des "Femmes de France Solidaires", nous nous sommes partagées les débats, avons visité des associations de femmes, ainsi qu'un hôpital, des écoles, une maternité et... la reine d'un territoire proche de Ouagadougou. Une délégation française très soudée et qui n'a pas manqué de faire des projets pour l'avenir.

Quelques critiques quand même...

Pour un pays aussi pauvre que le Burkina Faso, il est évident que cet événement, vu les moyens mis en œuvre, n'a pu que bénéficier de l'aide du gouvernement. Une aide et une médiatisation dont Compaoré, le président en place, a dû se prévaloir vu la proximité des élections. De plus, nous avons été étonnées de l'absence dans les manifestations des femmes en lutte, dans les villages, dans les syndicats, dans les associations non caritatives. La majorité d'entre elles n'étaient pas au courant de cette Marche ou ont refusé d'y participer à cause justement des élections. Donc, peu de revendications locales ou à caractère social et économique, tout étant axé sur la situation des femmes. Sans doute, et après tout c'est aussi le cas dans nos pays riches, les militantes touchées par la Marche sont-elles avant tout des intellectuelles, des femmes plus aisées que la grande majorité, ceci expliquant cela. Cependant, nous avons aussi vu et parlé de nombreuses femmes de terrain, qui luttent dans leurs associations contre toutes les violences faites aux femmes, contre la pauvreté en soutenant des micros projets, pour l'alphabétisation, contre des coutumes et des superstitions qui oppriment avant tout les femmes...

Ce qui est certain, c'est que toute l'Afrique a pu connaître l'existence de la Marche grâce à une médiatisation qui a duré sur deux semaines, dans les journaux et à la télévision. Ce qui est sûr aussi, c'est que c'est plus facile d'être féministe et militante en France et en Europe. Nous avons admiré le courage et la ténacité des femmes africaines que nous avons rencontrées, leur gentillesse, leur curiosité insatiable aussi. Nous avons beaucoup appris d'elles et sans doute, pour certaines d'entre nous, mieux appréhendé ce que peuvent vivre des femmes immigrées d'Afrique en France.

En route, vers 2006 ?!

Après "Ouaga", les membres du Comité international de la Marche Mondiale des Femmes se sont retrouvées à Dakar au Sénégal pour échanger sur l'ébauche du plan stratégique de la MMF des cinq prochaines années (2006-2010). Et, pourquoi pas, et parce qu'il faut battre le fer quand il est chaud et que l'enthousiasme règne, pour commencer à réfléchir à des projets qui, peut-être, nous mèneront vers une nouvelle et 3ème Marche Mondiale des Femmes.

II - UNE BOURSE D'ETUDES EN JOURNALISME

Afin de marquer leur solidarité active avec les femmes du Burkina, les femmes de la Marche se sont cotisées à travers le monde pour accorder une bourse d'études à une jeune étudiante burkinabè en journalisme et communications. Ont été réunis 8,000\$cdn, c'est-à-dire plus ou moins 6 000 euros provenant majoritairement de dons de groupes, syndicats ou communautés religieuses du Québec et des Coordinations nationales suivantes : Galice, Italie, France, Portugal. Nous avons donc dépassé le coût de 5 000\$US pour une étudiante.

Lors de la rencontre du Comité International de la MMF à Dakar qui a suivi la Marche au Burkina, ont été discutés les critères de sélection et le mécanisme : la jeune femme sera de famille modeste, âgée de moins de 22 ans. Elle aura le Bac avec au moins 12 de moyenne générale. Il s'agit de faire la preuve de capacités à poursuivre des études supérieures. Elle aura été admise à l'examen d'aptitude de l'École de journalisme. La bourse sera réexaminée chaque année au vu des résultats obtenus, il faudra avoir plus de 11 dans les différents tests de résultats. L'objectif est d'aider une candidate de valeur et motivée pour aller au bout de cette formation. Une part plus importante de bourse sera versée au démarrage afin de constituer un capital d'installation aux Études (notamment frais de logement sur Ouaga et d'Équipement scolaire).

Le 18 novembre 05. La Marche au Burkina travaille avec le recteur de l'université pour identifier les candidates répondant à ces critères. D'ici la mi-novembre, le choix devrait être fait et nous annoncerons le nom de cette jeune femme. Elle aura comme responsabilité de rédiger quelques articles pour notre bulletin de liaison. Comme nous dépassons le montant nécessaire, le Burkina Faso s'est engagé à offrir une deuxième bourse et à combler la différence. Par contre, l'argent continue encore d'entrer alors nous devrions faire le point à nouveau d'ici la fin novembre (notre délégation a apporté un chèque de 550 euros et nous avons reçu de l'argent depuis).

III - REFLEXIONS D'ECRIVAINES

Enfin, des écrivaines, journalistes, militantes féministes nous ont livré des textes de réflexion sur la Charte. Fina d'Armada (Portugal), Nawal El Saddawi (Egypte), Ghislaine Sathoud (Congo-Brazzaville), Florence Montreynaud

(France), Luz Piedad Caceido (Colombie) ont accepté de publier leurs réflexions sur notre site Web (<http://mmf.lecarrefour.org/cmifolder.2005-10-11.4041148865/fr/>). D'autres textes sont en préparation.

IV - VISITE AU VILLAGE DE ABSOUYA/NAABA SAAGA, KOURITA (100km)

Cette visite était organisée par la Marche Mondiale du Burkina Faso, le lendemain de la manifestation. Nous nous sommes entassées dans trois minibus à une cinquantaine de femmes, essentiellement des délégations françaises, de Galicie, du Pays-Basque et du Québec. Après avoir visité un magnifique site granitique - des statues faites à même le granit - nous nous sommes rendues au village de Absouya-Naaba Saaga afin de rencontrer la cheffe de ce territoire. Une visite qui a commencé d'une manière très protocolaire : nous nous sommes sagement assises sur des chaises à la sortie de sa maison, et ses deux pages - deux hommes - nous ont expliqué comment se comporter et ont répondu à quelques-unes de nos questions. Nous avons compris que nous ne pouvions nous adresser à elle toutes ensemble et directement, aussi avons-nous d'abord préparé nos questions collectivement et Nelly a été chargée de les lui poser. En fait, il faut poser la question à la copine burkinabée qui nous accompagnait, qui elle la posait à la cheffe, et retour. Cette femme est devenue cheffe du territoire à l'âge de 11 ans pour succéder à son père parce qu'il n'y avait pas d'héritier mâle. Cet interim s'est ensuite éternisé - elle avait 55 ans ? Le pouvoir du chef est très important, mais nous avons compris qu'il l'était moins pour elle parce que c'est une femme et qu'elle doit compter avec le conseil qui, lui, n'est composé que d'hommes. Elle nous a cependant paru très concernée par les problèmes d'alphabétisation, d'aide aux femmes victimes de violences, des problèmes de santé dont le sida. Il faut bien dire que nous avons été bêtement intimidées par le cérémonial, tout du moins au début, puisque que, par la suite, nous avons pu l'approcher plus librement, lui offrir des petits cadeaux collectifs, et finir par les photos de rigueur.

V - COMPTE-RENDU DE VISITES DANS QUELQUES SERVICES SANITAIRES DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU par *Hélène*. *Etaient aussi présentes : Julie, Sylvette, Andrée et Hélène*

1 - Le dispensaire

C'est en allant le matin à l'école publique de la Patte d'oie (un quartier de Ouaga) que nous avons rencontré Sylvestre AMONLES, infirmier du dispensaire, qui faisait une distribution systématique à tous les enfants des écoles d'un traitement contre la bilharziose (une parasitose africaine). Il m'a donné RDV pour le lendemain afin de visiter son service.

Le dispensaire est ouvert 24h/24 et tous les jours. Il est ouvert à tous et à tous âges. Les consultations sont dispensées par les infirmier-es uniquement. Il n'y a pas de médecin au dispensaire. Les patients qui arrivent doivent s'acquitter d'une somme forfaitaire de 100fr CFA (soit 1F ou 15cts d'euro) qu'ils payent à la petite dame de l'entrée. Celle-ci range la pièce dans un petit carton et délivre un ticket manuellement.

La salle d'attente est constituée de bancs en béton et accueille conjointement les patients attendant leur consultation et ceux qui reçoivent leur traitement intraveineux. En cette saison post diluvienne, le paludisme sévit mortellement chaque jour. Les patients, étant en trop grand nombre dans les salles, sont installés sur ces bancs avec leur perfusion accrochée aux volets.

Puis le patient est accueilli par le ou les infirmier-es dans la salle de consultation. Parfois deux patients sont consultés en même temps dans cette même salle. Cela peut paraître surprenant quant au secret médical et à la pudeur du patient, cependant il ne s'agit pas de consultation médicale.

Mme COMPAORE, l'infirmière conduisant ces visites, est entourée par de plus jeunes infirmières qui préparent les perfusions et les administrent. Le patient est assis en face d'elle. Chacun restera de son côté du bureau. Les patients ne sont pratiquement jamais examinés sur le divan qui sert plutôt de banquette. Cela aussi surprend, mais nous ne sommes pas chez nous et avons tout à apprendre de ces pratiques différentes. L'infirmière va, pour un temps qui me semble long, regarder, observer et écouter les plaintes du patient. Les questions qu'elles posent concernent surtout l'état civil (nom, âge, quartier). Pendant ce temps, le patient à glissé le thermomètre sous son aisselle. Après vérification de la température, l'infirmière rédige son ordonnance et note sur un grand cahier le nom du patient et le motif de la consultation. Et tout s'enchaîne très calmement.

La rédaction de l'ordonnance va elle aussi me surprendre, non qu'elle soit produite par une infirmière et sur un bout de papier volant, mais que les médicaments inscrits sont des produits des gros laboratoires européens, qui coûtent très cher déjà en France, alors ici je ne comprends pas comment les gens peuvent se les payer. Et ils ne le peuvent pas. Le marché noir se développe dans les rues. Des boîtes portant des noms connus comme Doliprane ou Maalox sont vendues mais le comprimé ne contient que de la poudre inactive d'après les infirmiers. Je leur fais part de mon étonnement à prescrire des médicaments aussi chers alors que dans certains pays (tel Cuba) la politique sanitaire a été totalement revue et les médecines dites traditionnelles sont venues au secours de la thérapeutique moderne (même dans les centres hospitaliers universitaires et dans les services de réanimation). Je leur demande quelle place prend la phytothérapie (soins par les plantes médicinales) et suis surprise d'entendre que celle-ci existe évidemment mais que le gouvernement lutte contre son usage juge trop aléatoire et donc nocif !

Je mets les pieds dans un plat trop brûlant, les Africains vont continuer de mourir faute de soins appropriés et les gros laboratoires pharmaceutiques vont continuer de s'enrichir.

Avec les patients, nous discutons de la condition des femmes, puisque nous sommes très fières de nous présenter comme étant de la Marche Mondiale des femmes, sachant que cela va favoriser ce débat. Et nous comparons. Elles sont surprises de me voir seule (sans mari) venir de si loin. A-t-on eu l'autorisation de notre mari ou de notre belle-mère pour faire ce voyage ? Certaines expriment leur dégoût de la polygamie et des mutilations génitales et d'autres sont plus réservées. Mais toutes paraissent autant que moi attachées à cette discussion, mais le travail s'accumule et Sylvestre me propose de continuer la visite du dispensaire.

Il y a une autre salle de consultation où il me dit qu'il y pratique la circoncision mais plus l'excision ! Tu n'as pas intérêt ! Une circoncision propre, avec du matériel stérilisé, mais qui reste sans anesthésie.

Puis, il y a quatre chambres de soins avec deux lits pour six malades chacune. Ces salles servent à accueillir les patients nécessitant des soins en perfusions. Deux malades se partagent les lits et les autres sont installés par terre et se partagent le même pied de perfusion. Qu'ils soient adultes ou petit bébé le traitement est le même. Quelques personnes de la famille les accompagnent et les nourrissent. Quand la perfusion sera terminée ils pourront rejoindre leur domicile et continuer leur traitement en comprimés. Et pourtant ce jour n'est pas un jour de grande affluence !

2 - La maternité

Je visite les différentes salles avec LE sage-femme de service ce jour-là. De même qu'au dispensaire, cet endroit accueille toutes les parturientes du quartier 24h/24. Aucun médecin ne travaille ici. Ce sont les sages-femmes et les accoucheuses (aides sages-femmes) qui prennent en charge les femmes. Ces dernières doivent payer un kit accouchement de 1500 FR CFA comprenant une paire de gants jetables pour l'accoucheuse, une pochette de compresses, une aiguille et une perfusion. Les accouchements ont lieu en grande majorité à la maternité et non plus à domicile à Ouagadougou.

Trois salles de travail avec quatre lits accueillent les femmes. Les lits sont en fer et les matelas sont recouverts d'une housse en plastique. Les femmes doivent apporter un pagne pour pouvoir s'y reposer. Une personne féminine de la famille est autorisée à rester pendant cette période de travail.

Puis la femme est priée de se rendre à pied dans la salle d'accouchement, et de nouveau elle installe un pagne sur la table d'accouchement. Elle y restera seule, sans membre de la famille pendant la période de délivrance. Dans une position étonnante, à savoir allongée à l'horizontale sur ce divan plutôt mince et les fesses sur un bassin. Je suis surprise car cette position européenne est actuellement très critiquée pour ses méfaits obstétricaux. La femme ne crie pas et certains obstétriciens français pensaient que c'était parce que la femme africaine ne souffrait pas ! Une aberration de plus de la médecine occidentale bien pensante...

La femme qui me permet d'assister à son troisième accouchement ne criera pas car c'est une question d'honneur pour elle au sein de sa famille et surtout un devoir au regard de sa mère et de ses sœurs. Elle accouchera sous l'œil de la sage-femme qui laissera le bébé descendre tout seul dans les voies génitales.

Une grosse bassine pleine d'eau de javel diluée est placée sous la paillasse et sert à réceptionner le matériel à nettoyer (bassin, ciseaux). Le bébé est vu rapidement par la sage-femme et est remis à la maman qui rejoindra sa famille dans une chambre collective.

3 - Le service de pédiatrie hospitalier

Nous avons RDV avec la surveillante du service de pédiatrie d'hospitalisation, Mme Mah TINGUERE. Elle aussi nous confirme que c'est une période calme et presque exclusivement réservée à traiter les cas de paludisme. Le paludisme est endémique à cette période et elle nous dit que chez ces petits bébés le taux de mortalité avoisine les 50 % ! En effet, certains arrivent dans des états de déshydratation si terrible qu'ils ne peuvent même plus être piqués, d'autres sont si dénutris qu'ils ne parviennent pas à lutter malgré le traitement. De tous les enfants que nous voyons ce jour-là, tous auraient survécu en milieu hospitalier français. Mais ici, à Ouagadougou, on meurt de ne pas avoir d'antipyrétiques (permettant de baisser la fièvre). Tous les traitements hospitaliers sont à la charge de la famille. Un forfait journalier de 2500 F CFA minimum (pour une chambre collective sans sanitaire ni climatisation) est demandé. La famille apporte la nourriture et paye les médicaments. C'est pourquoi, nous explique la surveillante, les familles attendent le dernier moment pour se présenter à l'hôpital et que les enfants arrivent si abîmés.

Le gouvernement, face à ce fléau, a dégagé un budget permettant à tout enfant de moins de 13 ans de bénéficier gratuitement du kit palu comprenant la première dose injectable de traitement et la perfusion qui l'accompagne. Mais le reste du traitement reste dû !

Et j'apprends l'après-midi même de notre visite qu'une petite fille de 6 ans (nièce de l'infirmier du dispensaire, Sylvestre) vient de mourir du paludisme. Cette maladie ne comporte aucun risque en France ! C'est ravageant et le regard des parents accompagnants est insoutenable.

VI - COMPTE-RENDU DE VISITES par Irène et Marie-Thérèse du CNDF de Toulouse

1 - l'Association ELEYENDE à Ouagadougou

Le site accueille 392 femmes bannies de leur village car considérées « mangeuses d'âmes » Deux religieuses assurent une permanence totale. Une quinzaine d'hommes est installée dans une partie indépendante des lieux d'habitation des femmes. Ils souffrent de maladie mentale.

Des bâtiments rectangulaires abritent les dortoirs, certains prévus pour une trentaine de femmes, d'autres plus petits pour 6 à 10. Elles sont installées au hasard des places disponibles sans sélection.

La doyenne est élue par les femmes qui habitent au centre d'accueil, elle est installée au centre de la cour, dans une case ronde. C'est elle qui vient nous saluer et nous souhaiter la bienvenue. Tous les 7 jours, les religieuses impulsent l'organisation d'une réunion de coordination de leur travail et d'organisation de la vie quotidienne.

Ce sont les femmes qui décident de leur organisation, des tâches à accomplir et elles sont libres de sortir et rentrer dans le site puisque la porte est toujours ouverte. Certaines sortent tous les jours car elles ont un travail rémunéré. Généralement, elles participent aux récoltes. D'autres sont dans la cour, assises à même le sol, elles réalisent toute la transformation du coton, cardage, filage, etc. Elles préparent des petits tas d'arachides qui l'on trouve dans des petites poches plastique dans toutes les villes. Les tisserands et les vendeurs viennent chercher les marchandises. De plus, un champ leur est octroyé et tous les matins elles commencent leur journée par le jardinage.

Ces femmes nous étonnent par leur activité, leur silence, leur organisation. La cour, encombrée uniquement d'objets utiles, était très propre. Un château d'eau recueille les eaux pluviales et il y a également trois puits pour la consommation directe.

L'hébergement et la nourriture sont gratuits, l'argent qu'elles gagnent leur est laissé pour elles. Le centre est financé par une ONG américaine (OCADES) et reçoit également une aide de l'état Burkinabé. Un dispensaire avec deux infirmières, pris en charge par la Mairie de Ouaga, est installé à l'intérieur de la cour. La plus âgée d'entre elles a 80 ans, la plus jeune environ 40. Toutes les religions cohabitent sans problème, elles ne parlent que les langues nationales et sont majoritairement analphabètes. Certaines femmes sont là depuis 20 ans. La souffrance se lit sur leur visage, le silence est lourd, chacune étant concentrée sur les tâches à accomplir il n'y a aucun bavardage, elles lèvent à peine la tête à notre passage.

Rejetées car considérées comme « sorcières » elles ont été accusées d'être la cause de tous les malheurs survenus dans leur village. (les maladies, les malformations congénitales, les fausses couches, la stérilité, la mort. En fait, vers 40 ans elles ne sont plus dans la reproduction, elles sont sans doute moins productives et elles représentent une bouche de plus à nourrir. Au Burkina on est vieux à 40-45 ans... (la moyenne d'espérance de vie est de 52 ans) Ici, elles mangent tous les jours (elles cuisinent à tour de rôle), elles ont un toit et sont protégées des agressions extérieures. Leurs enfants viennent les voir mais elles ne peuvent plus habiter avec eux. La douleur de l'exclusion est très fortement présente, on les sent actives, condamnées à terminer leur vie loin de leur famille et de leurs racines, dans une solitude profonde et définitive. La pauvreté de leurs conditions de vie paraît peu importante comparée à cette souffrance.

2 - Atelier Théâtre Burkinabé

Le bureau de la « Marche des femmes » du Burkina lui a commandé la création d'un théâtre forum **Tourments de femmes**. Il a tourné dans les villes burkinabés avec la caravane des femmes qui préparait la rencontre internationale du 17 octobre. Ce sont les histoires vécues par les femmes qui sont mises en scène. Le mariage forcé, le viol conjugal, l'excision, la répudiation, le clan familial au service de l'oppression des femmes, le besoin et l'aspiration des femmes à leur autonomie économique... Cette troupe composée de garçons et de filles âgés de 18 à 40 ans existe depuis 1974.

Seul le Directeur a plus de 50 ans. Des locaux spacieux, adaptés à leurs besoins leur permettent le travail de création, les représentations et la formation.

La formation théâtrale qu'il propose dure deux ans. A l'issue de cette période, les meilleurs éléments sont embauchés et deviennent des comédiens permanents, mensualisés, avec des contrats fixes. Ils travaillent donc tous les jours : de 8h30 à 12h et de 14h à 16h, ils répètent les spectacles, ensuite ils partent jouer dans les villages de brousse, les entreprises, les théâtres ou les quartiers. La journée se termine souvent vers 22/23 heures. Des groupes de Théâtre Forum, formés par eux, existent dans un grand nombre de villes au Burkina.

A Ouagadougou, deux groupes préparent des forums différents et chaque spectacle est monté avec au moins 12 personnes. Pour une année, à tour de rôle, l'un d'entre eux dirige le groupe et joue le rôle de joker. Les décisions se prennent par consensus, dans le dialogue et des discussions animées. Filles et garçons agissent ensemble, sans division des tâches, sans hiérarchisation, avec des responsabilités partagées et une parole directe et sincère.

Nous avons assisté à une séance de travail et nous avons pu les accompagner leur d'une représentation dans un village. Ici, le théâtre est au service de l'éducation populaire. Les habitants des villages sont majoritairement analphabètes, sans moyens de communication, sans télévision ou radio, ils n'ont aucune capacité de s'informer ou de lieu de confrontation de leurs opinions sur les événements qu'ils vivent.

Le théâtre forum met en scène des situations, des conflits, des problèmes qui les concernent. Le conflit entre éleveurs et agriculteurs, les problèmes de propriété privée face à une tradition de transmission orale et les petits malins qui exploitent l'ignorance et la crédibilité des gens pour voler leurs terres. Nous avons pu constater la large participation du public, et comment le dialogue théâtralisé joue totalement son rôle de prise de conscience, dans la bonne humeur et une ambiance joviale. Une grande liberté de pensée et d'action se dégage de ce groupe. Une volonté forte de collaborer avec la Marche Mondiale des Femmes pour les prochaines échéances. Nous avons envisagé de travailler avec eux, en partenariat avec le Théâtre Forum 31 qui travaille, à Toulouse, dans le même sens et avec les mêmes techniques.

Pauline, responsable du groupe créateur de « Tourments de femmes » nous a exposé quelques idées qu'il faudra développer, élaborer des dossiers, chercher des financements afin de mettre en place une coproduction internationale pour la prochaine échéance de la Marche des Femmes.

Des rencontres de travail seront nécessaires soit à Ouaga soit à Toulouse. Le projet d'un séjour de Pauline à Toulouse pour élaborer le projet a été envisagé. Dès que nous aurons quelque chose de concret à proposer nous le présenterons à « La MMF » au niveau local, national et international.

3 - La Gacilienne - filiale d'Yves Rocher, avec Monique d'Attac La Ciotat

Nous étions au courant du conflit entre la Direction de l'entreprise et des ouvrières qui luttent pour faire respecter leurs droits, mais nous n'avions pas pu avoir un contact avant notre départ. Confiantes qu'elles seraient parmi nous lors de l'arrivée de la Marche Mondiale des Femmes à Ouagadougou, nous avons été d'autant plus étonnées de l'absence des femmes syndicalistes en lutte pour leurs droits du travail. Devant notre étonnement, elles nous font part du manque d'information et de contacts entre la MMF et les ouvrières dans les entreprises. Les commissions femmes des syndicats n'avaient pas non plus été associées à l'organisation ni informées de sa tenue. Un seul journal avait diffusé l'information avant le 17 octobre et seulement deux ont rendu compte de l'événement le lendemain.

Grâce à la ténacité de Monique du comité local d'ATTAC à la CIOTAT et l'aide d'AGNES (Association pour l'épanouissement des femmes et des enfants handicapés au Burkina) qui a pris contact avec des ouvrières, nous avons pu tenir une réunion d'information avec une dizaine d'entre elles.

Le récit de leurs conditions de travail est un long calvaire !

- Cadences très soutenues, travail répétitif, parcellisé, non-respect de la législation du travail. Par exemple, pas de pause pour l'allaitement des enfants, pas de prise en compte des congés maladie, même en cas d'hospitalisation, etc. ; Heures supplémentaires décidées à la dernière minute, par Mme Catherine Conlidiati, directrice, sans information préalable et sans augmentation du taux horaire réglementaire, usage abusif du « chômage technique » ; paiement à l'heure de travail réellement effectuée ce qui permet de déduire les temps considérés non productifs. - seule une pause de 15 minutes, le matin, est tolérée ; harcèlement moral constant, particulièrement auprès de celles qui revendiquent ou sont représentantes de leurs collègues ; surveillance de tous leurs faits et gestes qui sont consignés dans un cahier et donnent lieu à des réductions de salaires ou des remarques désobligeantes, parfois même à des insultes ; le chômage technique utilisé de manière discriminatoire sert aussi à récompenser les unes ou à réduire le revenu des autres et à une flexibilité du temps de travail qui rend impossible toute prévision de salaire.

Comme conséquence, les femmes ne savent jamais le montant mensuel de leur rémunération car il dépend de la seule décision, non expliquée et d'après elles non justifiée, de la direction. Aucune décision n'est prise, d'après la directrice, sans l'accord préalable d'Yves Rocher. Elles ne peuvent pas non plus faire face à leurs problèmes de santé pour elles et leurs enfants, elles ne peuvent pas assister aux obsèques de personnes qui leur sont proches, comme cela se fait au Burkina où cet accompagnement des personnes décédées est socialement très important. L'ambiance au sein de l'entreprise est invivable, le climat social très détérioré car la négociation et le dialogue ne sont pas une pratique managériale à la Gacilienne.

Il y a deux ans, elles décident de créer une section syndicale au sein de l'entreprise, contactent la CGT-B et organisent des élections. Hubert Constant Bougaire, délégué syndical de la CGT-B, qui accompagne, conseille juridiquement et soutient les ouvrières, nous a transmis l'ensemble des documents, courriers et preuves des informations transmises. L'organisation syndicale de leurs revendications est un danger pour la Direction qui licencie une déléguée élue. Sans salaire, sans aucune indemnité de perte d'emploi ou de licenciement, cette jeune femme est désespérée et dans une situation économique très précaire.

Elles ont fait intervenir l'Inspection du Travail qui a enjoint l'entreprise à respecter le code du travail. Après quatre mois de chômage technique, la fermeture de l'usine est décidée le 1er août 2005. Rien n'a été fait et les 169 ouvrières, y compris celles qui ont été licenciées antérieurement, se trouvent à la rue, sans aucune indemnité, sans préavis, sans respect de la législation du travail en vigueur au Burkina.

La liquidation de l'entreprise.

Depuis lors, Aly Karambiri, avocat d'Yves Rocher, est chargé de la liquidation de l'entreprise. Cette nomination n'est pas officielle car il ne peut-être à la fois liquidateur de la Gacilienne et avocat d'Yves Rocher. Il n'a proposé aucune mesure de licenciement pas plus que les indemnités correspondantes.

La déléguée syndicale licenciée deux ans plus tôt, subit des intimidations sur son téléphone portable. Un représentant de l'inspection du travail et le délégué CGT-B ont été témoins de ces pratiques car elle a pu leur faire entendre la conversation sur son téléphone portable grâce la mise en marche du haut-parleur. Cet avocat résidant à Bobo Dioulasso, au Sud Ouest du Burkina, a essayé de manipuler les ouvrières en s'assurant la complicité d'une d'entre elles. Celle-ci a convaincu 49 femmes d'accepter l'indemnité proposée par le liquidateur et de signer un document attestant le solde de tout compte, leur affirmant que le syndicat avait donné son accord. Bien évidemment, cette indemnité est bien inférieure à leurs droits et ces femmes ont été trompées. Actuellement les femmes sont dans une situation économiquement difficile, elles ont une lutte juridique importante et longue à mener. Nous avons demandé à Awa Ououedraogo, responsable du bureau de la Marche Mondiale des Femmes, de les recevoir avec la conseillère juridique du bureau de la Marche et de mettre en œuvre les préceptes de la Charte : Egalité, Justice, Solidarité. Elle a promis de le faire et nous allons suivre de près l'évolution de cette rencontre.

Ce que nous pourrions mettre en œuvre :

Pour les accompagner et organiser la solidarité, il serait nécessaire de lancer un appel, peut-être un marrainage pour celles qui le souhaitent. Dans un premier temps, elles nous demandent de les aider à fêter Noël avec leurs enfants (cela semble une grande douleur lorsqu'elles n'arrivent pas à faire une fête avec des jouets pour les petits). Les frais de scolarité sont également impossibles à assurer et le risque de non scolarisation des enfants est grand.

- Les soutenir politiquement en faisant connaître leur lutte dans la presse française et en faisant pression sur Yves Rocher. Il faut savoir que cette entreprise française prétend vouloir faciliter l'émancipation économique des femmes burkinabées, et que, dans sa publicité, elle dit vouloir apporter le bien-être aux femmes et développer leur naturel. En réalité l'exploitation du travail des femmes est sa pratique au Burkina et, lorsqu'elles ne sont pas assez dociles, Yves Rocher s'en débarrasse !

- Faciliter la création de structures économiques où elles pourraient créer leur emploi. Elles doivent nous envoyer leurs réflexions à ce sujet, mais cette dernière phase ne pourra se construire qu'à moyen terme. Pour cette étape, nous pourrions solliciter le partenariat des « Pénélopes » qui participent à des structures d'économie durable et solidaire, des micro-crédits ou des scoops.

Cette action est la plus urgente à mettre en œuvre, particulièrement dans la mobilisation des médias car Yves Rocher a reçu Aly Karambiri ces derniers jours et il serait pertinent de lui montrer que nous pouvons ternir son image lisse, naturelle et humaniste.

A titre d'information supplémentaire, un appel au soutien à cette lutte a été lancée par la Coordination femmes Egalité, la commission femmes et mondialisation ATTAC et le réseau féministe Ruptures et rassemble aujourd'hui

37 organisations et associations dont plusieurs organisations féministes. La Coordination française de la Marche a également apporté son soutien à cet appel : Contact : Campagne de Solidarité Gacilienne, c/o Egalité Foyer de Grenelle, 17 rue de L'Avre 75015 Paris. coorfemmes@yahoo.com

4 - Espoir pour demain

Christine, la directrice de cette association, est une jeune femme de 32 ans est atteinte par le VIH depuis 9 ans. Son mari l'a abandonnée car elle ne voulait pas courir le risque d'avoir un enfant séropositif. Elle a adopté un enfant abandonné devant sa porte et elle élève la petite fille de son frère mort du Sida. Elle a commencé en 1997 par des permanences dans les hôpitaux pour aider les femmes à parler de leur maladie et ne plus avoir honte de ce qu'il leur arrive, à témoigner à visage découvert.

En 2003, elle a créé l'association Espoir pour demain qui compte 1500 membres, 80 % d'entre eux sont affectés par le Sida. Elle n'est pas psychologue, elle a une écoute, un cadre associatif et des partenaires qui l'aident à trouver les médicaments pour la tri-thérapie, les aliments pour les bébés et la création de petites unités de travail pour les femmes. Son action est d'amortir le choc de l'annonce de la séropositivité et de créer une entraide afin que les malades se renforcent et s'accrochent à la vie. Elles sont majoritairement très démunies, car lorsque la maladie est déclarée les familles les rejettent, leurs maris les abandonnent et, le plus souvent, elles sont à la rue, sans logement, sans emploi et sans subsides.

Quelques-unes ont créé leurs propres ressources. Elles font de la teinture, fabriquent du savon, produisent du lait de soja et de la bouillie enrichie car elles ne peuvent pas allaiter leurs enfants. 280 bébés sont nés de mères atteintes du VIH, 73 d'entre eux ont des résultats négatifs. Beaucoup n'ont pas encore atteint les 15 mois pour avoir un diagnostic fiable. Il a donc fallu s'occuper aussi de leur devenir, les soigner en cas de transmission du virus, donner l'envie de vivre à leur mère afin qu'elle s'occupe d'eux. Une aide psychologique est également assurée.

L'association fonctionne totalement sur le volontariat et n'a pas de salariés. Elle perçoit des aides d'ONG, par l'Appui aux Associations et aux Programmes Communautaires du Gouvernement Burkinabé et par le GIP-ESTHER de Bernard Kouchner.

Leurs besoins et leur demande.

Compte tenu du nombre croissant de femmes ayant besoin de tri-thérapie, elles auraient besoin de ces médicaments ou de l'argent pour les acheter. La charge de travail est considérable, assurer un ou deux salaires soulagerait l'intensité du bénévolat et, en même temps, donnerait une survie économique aux femmes embauchées qui sont, elles aussi, séropositives. Par ailleurs, la création d'activités économiques conditionne l'autonomie des femmes et il est nécessaire de l'amplifier afin d'y inclure le plus grand nombre possible.

Il faudrait contacter Act-Up, Sidaction, Aides, Médecins du Monde, etc. et voir ce que chaque association pourrait prendre en charge. Au niveau des structures économiques voir OXFAM Belgique ou Espagne, les Pénélopes et autres ONG. Elles sont aussi en demande de textes, films et autres documents sur les conditions de vie des femmes dans le monde, leurs luttes, leur création.

5 - ANKAKALENKE à Bobo Dioulasso

Jumelée avec une association toulousaine « Instruisons-nous Burkina » et le club Unesco du Lycée Agricole de Moissac, cette association comporte deux permanentes et une dizaine de bénévoles. Elle s'est donnée comme objectif la formation et la préservation de patrimoine culturel à travers l'édition bilingue (en dioula et français) de contes pour enfants qui racontent les histoires transmises par les anciens et à travers la tradition orale. Huit membres - 4 femmes et 4 hommes - de l'association assurent les traductions. Ils travaillent avec trois villages où ils conseillent les agriculteurs sur la gestion des exploitations, sur la bonne gestion et production des cultures traditionnelles. La plupart des membres de l'association sont des agents bénévoles du Ministère de l'Agriculture. Leur intervention auprès des femmes est surtout tournée vers la formation et la création de petites unités de production : pour la fabrication du savon par exemple. Dans les villages, les femmes interviennent à toutes les étapes de la production mais l'homme gère, commercialise et décide. Ankakalenke prête du matériel et des outils à ces femmes afin qu'elles puissent produire de manière autonome, sans dépendre de leur mari.

Pour 2006 il est prévu d'inclure dans leurs formations des activités sur le thème « genre et discriminations ». Elles ont demandé de la documentation, des textes théoriques et des livres.

6 - Le village de GUERE à environ 50 km de Ouagadougou. Contact grâce à deux représentants de la SONABEL, Union Syndicale des Travailleurs du Burkina, SNTS de Ouagadougou

Ce village est situé loin de la route nationale, accessible par un chemin de terre pas entretenu et difficile d'accès, surtout pendant la période des pluies. Les instituteurs et institutrices, les femmes de deux associations, le chef du village, George et Martine Chabaud - EDF énergie Toulouse - nous attendaient depuis le matin. Ce village, exclusivement en activité agricole, cultive le mil, le maïs, le riz, des arachides, du sorgho rouge et blanc. Pas d'élevage, pas de légumes, très peu de transformation. Les femmes cueillent le fruit du karité, le traitent, elles cultivent le coton et fabriquent du savon. Pour toutes ces activités, elles ont créé une association nommée **Llagmtaba** - Unissons-nous -

L'objectif premier est de créer des activités économiques pour sortir les femmes de la misère : création d'une coopération d'épargne et de crédit (micro-crédit) ; sensibiliser les parents contre les mariages forcés ; faire connaître les problèmes subis après excision. Depuis deux ans qu'elles en parlent, il y a un réel recul de ces pratiques et de plus en plus de familles adhèrent à leurs idées ; sensibilisation des ados aux problèmes et aux modes de transmission du VIH.

Il existe également une association des mères d'élèves qui rassemble les élèves, leurs mères et les instituteurs. 510 enfants, dont 280 filles, fréquentent l'école primaire du CP au CM2. Les frais de scolarité étant de 2,50 euros par

enfant et par an, les familles nombreuses ne peuvent pas assurer les coûts, plus les fournitures scolaires qui sont à leur charge. La conséquence est prévisible : on choisit d'envoyer les garçons à l'école, on garde les filles à la maison pour aider leur mère dans les champs ou les travaux domestiques.

L'association Femmes Solidaires de Toulouse avait promis de les aider pour les frais de scolarité des petites filles. A partir de cette promesse que les familles ont inscrit les 280 petites filles qui fréquentent aujourd'hui l'école primaire. Martine Chabaud, mandatée par l'association Loisirs, Vacances, Culture de la Vallée de l'Hers, leur a remis la somme de 600 euros pour couvrir les frais d'inscription. On ne peut que les féliciter pour cette action primordiale dans la première pierre qui permettra de construire le socle de l'émancipation des futures femmes. On ne peut qu'avoir envie de leur permettre de continuer dans ce sens et de les aider à mener à bien ce travail. En doublant les effectifs, le manque de salles devient crucial. Trop d'élèves par classe - ils sont à 3, 4 voire 5 assis sur un banc prévu pour 2. A tour de rôle, les enseignants font classe dedans ou dehors sous un arbre. A la période des pluies ou lorsque l'harmattan souffle, les enfants s'entassent dans les classes à 59, 81, 90 ou 111, selon les effectifs par niveau. Amplifier le nombre de bâtiments scolaires devient une urgente nécessité. Mettre à la disposition des jeunes et des adultes une bibliothèque serait un complément utile qui nous semble indispensable à nous et qui là-bas apparaît comme un « luxe »

Après le primaire, le Collège est encore plus problématique, peu d'enfants y accèdent car les frais de scolarité sont encore plus élevés, les déplacements plus importants et les enfants peuvent moins aider à la survie de la famille. Un jeune garçon qui avait réussi à atteindre la classe de Terminale a échoué au Bac et se trouve dans l'impossibilité de redoubler. Si près du but, alors que majoritairement ce niveau reste inaccessible, c'est une grande déception de ne pouvoir cueillir les fruits de l'effort de la famille et du jeune.

Leurs besoins et leur demande :

- Les frais de scolarisation - 600 euros par an pour 280 filles - voir des ONG : le CCFD, la CIMADE, Frères des Hommes, le Ministère : de la Francophonie pour les cours sont en Français, des affaires étrangères (à travers l'ambassade de France à OUAGA)

- Voir avec Claudette et la Banque du Livre, pour solliciter des subventions pour la bibliothèque.

- Pour la construction des bâtiments, un chantier de jeunes pourrait être envisagé, il existe des Associations qui organisent ces chantiers (Voir Véronique à Paris et les échanges de jeunes avec le CCAS)

- Une demande forte mais difficile à réaliser dans le cadre associatif est la réfection du chemin d'accès qui désenclaverait le village et rendrait les communications plus faciles. De mon point de vue, c'est un jumelage qu'il conviendrait de signer avec une petite ville ou un village suffisamment grand pour pouvoir être solidaire avec Guéré. (voir l'ANECR et l'ADECR)

Une dynamique existe dans ce village, auprès des femmes et des enfants, on touche là deux points essentiels pour les femmes : la scolarisation, l'éducation et la culture ; la survie économique seule garante d'une autonomie suffisante qui permet aux femmes de décider par elles-mêmes et de ne plus subir le diktat des maris ou des coutumes.

7 - Le Centre Culturel Français

Le contact avec Le Consul de France M. Armengaud a été un peu trop rapide et doit être consolidé par courrier électronique et par téléphone. Nous avons néanmoins un contact qui pense qu'une proposition pour le 8 mars 2006 pourrait intéresser le Centre Culturel et l'attaché culturel de l'Ambassade de France. Nous pensons présenter des films de femmes, proposer une ou des expositions, préparer une conférence sur l'histoire des femmes et de leurs luttes.

VII - VISITE DE L'ECOLE MATERNELLE LES COLIBRIS par Muriel et Paulette de Femmes Solidaires. Etaient aussi présente Nelly de SUD PTT Solidaires et Carole de la CGT-Energie

9 heures, Kadidia, directrice de l'école, vient nous chercher à l'hôtel pour nous emmener visiter son école. Brigitte nous a amené les 52 gâteaux que nous avons fait faire spécialement pour les enfants. Environ vingt minutes de voiture et nous arrivons devant une petite bâtisse. Sur le mur, une petite fresque sur fond bleu, **les Colibris**, où sont peints des enfants, des ballons, des cases et les valeurs de l'école : Education Sécurité Epanouissement. Nous entrons, une petite cour avec quelques jeux, balançoire, bac à sable, et petits pots de chambre. A droite, deux latrines aux portes peintes en bleu, à gauche, le bureau de la directrice et, au fond de la cour, trois classes, petite, moyenne et grande section.

Première classe, grande section, ils sont là, 12 petits garçons et filles de 5 ans en costumes marron, hauts à en vichy marron, pantalons et jupes unis marron. Les maîtresses portent aussi les mêmes tenues. Ils nous regardent arriver avec de grands yeux écarquillés, nous leur demandons leurs noms, ils nous récitent des comptines et chantent. Matilda a de la poudre de craie sur les cheveux et sur le visage, elle a dû se mettre l'ardoise sur la tête! Kadidia nous explique que, par déficit de place, elle ne peut accueillir que 45 enfants et ceci dans le souci d'assurer un meilleur suivi des enfants.

Deuxième classe moyenne, section les 5 ans. Dans cette classe aussi 12 enfants. Ils chantent, nous leur faisons un petit coucou rapide, l'heure du goûter arrive, il faut se presser.

Troisième classe, petite section. Là aussi, 12 petites filles et petits garçons de 3 ans, avec le même costume marron les mêmes grands yeux, inquiets de voir arriver ces dames qu'ils ne connaissent pas, Muriel s'assoit à une table, une petite fille se met à pleurer, une autre, un autre, nous leur avons fait peur ! Muriel pleure, c'est la première fois qu'elle fait peur à un enfant, à cause de la couleur de sa peau pense-t-elle ! nous avons toutes les larmes aux yeux, Nous sortons de la classe, les enfants retrouvent leur calme et nous séchons nos larmes.

Les enfants sortent des classes, vont se laver les mains à la queue leu leu dans deux bassines d'eau installées par terre dans la cour, il n'y a pas de lavabo, ils s'assoient tous dans la cour, sur des nattes à l'ombre sous le hangar. La distribution des gâteaux commence, ils ont l'air d'apprécier.

La directrice Kadidia nous reçoit dans son bureau et nous présente son projet de construction du nouveau jardin d'enfants Les colibris. Elle a déjà acheté le terrain, mais reste à financer la construction.

Nous partons visiter le terrain. Avant notre départ, un petit garçon vient tirer la jupe de Kadidia et lui dit : *il faut pas partir, je veux encore des gâteaux*. Nous n'en avons plus, ils ont tous été mangés.

Le nouveau terrain est situé dans la ville de Ouagadougou dans le quartier de Dag-Noen, secteur 29 arrondissement de Bogodogo. Loin du centre ville, dans un quartier en pleine expansion avec de nombreuses maisons en cours de constructions. 15 minutes de voiture sur une route de terre battue et nous arrivons. Le terrain est délimité par un petit muret de pierres avec une cabane, futur emplacement du bureau de la directrice et on vit actuellement le gardien du terrain afin qu'une autre personne ne vienne se l'approprier, apparemment pratique courante. Kadidia nous montre les plans et les quelques arbres qu'elle a plantés afin de valoriser le terrain, et qui feront de l'ombre plus tard. La croissance des arbres est longue sous ce climat sahélien. Il fait très chaud et nous repartons avec le projet sous les bras.... A nous de voir maintenant comment l'aider ? Nous avons beaucoup discuté du fait que c'est une école privée et que nous défendons l'école publique...

Remarque : en face son terrain, de l'autre coté de la route, est en construction une école coranique pour laquelle il ne semble pas se poser de problème de financement.

VIII - VISITE AUX ECOLES A ET B, DU QUARTIER DE LA "PATTE D'OIE", centre de Ouaga, *par Nicole de Citoyennes-Maintenant*

La demande des enseignants de ces écoles est de mettre en place des partenariats, tant pour aider les enfants que pour être confortés dans leur travail, car ils n'ont pas de moyens pédagogiques. Ce sont des gens très motivés. L'école est obligatoire jusqu'à seize ans. Les enfants présents ont entre 7 et 13 ans. L'école est gratuite mais les parents doivent payer une cotisation de 2000Fcf pour une année pour le fonctionnement - électricité, entretien, fourniture et activités para-scolaires . Il existe un service qui surveille les enfants et lutte contre l'absentéisme - ici 1 à 2 %.

Horaires : 7h30-10h et 15h-17h. Il n'y a pas de cantine, les familles sont proches.

Un enseignant - une classe, soit dans une grande salle, deux rangées de nos anciens bancs d'école se font face, 70 à 90 enfants par classe, un livre pour deux (très vieux). L'administration alloue une poignée de cahiers (prix d'un cahier, de 50 à 500Fcf) et une boîte de craies par classe et par an. Quatre classes dans chaque école. Les bâtiments se font face, séparés par une vaste cour sablée. Pas d'ombre, pas de jeux, pas de gravures ou autres décors, pas de bibliothèque, rien.

Au CP, l'apprentissage du français se fait simultanément à l'écriture et à la lecture. C'est long au départ, deux à trois mois, avant d'aborder vraiment la lecture. Les enfants du CM chantent pour nous l'Hymne de la Marche Mondiale, ce sont eux qui ont chanté lors de l'inauguration de la Place. Ils chantent aussi l'hymne de leur pays.

Coordination française Marche mondiale des Femmes

C/o SUD PTT 25/27 rue des Envierges 75020 Paris ; Tel : 01 44 62 12 04 ou 06 80 63 95 25 ;

mail : marchfem@ras.eu.org ; site : www.marchmondialedesfemmes.org